

<http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article2948>



Le gouvernement israélien étrangle financièrement l'Autorité palestinienne en refusant de lui reverser des revenus dont le transfert est pourtant être automatique.



Date de mise en ligne : lundi 16 août 2021

- Thématiques - International -

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Benjamin Nétanyahou n'a toujours pas de plan clair pour le « jour d'après » à Gaza. Il est vrai qu'il a tout intérêt à ce que les hostilités se prolongent le plus longtemps possible, dans la perspective d'une réélection, en novembre, de Donald Trump, qui l'a soutenu inconditionnellement durant ses quatre années à la Maison Blanche. Mais le premier ministre israélien sait aussi que la prolongation du conflit le protège à la fois contre la triple procédure judiciaire qui le vise (pour corruption, fraude et abus de confiance) et contre la commission d'enquête qui s'imposera sur l'effondrement, le 7 octobre 2023, de la sécurité d'Israël.

Jean-Pierre Filiu Le Monde (site web) dimanche 14 juillet 2024